FUSIONS & ACQUISITIONS

MAI-JUIN 2020 N°309
Fusions & Acquisitions
19, parc Vatonne,
91190 Gif-sur-Yvette France
Tél. : + 33 (0)1 69 31 07 23
www.fusions-acquisitions.fr
contact@fusions-acquisitions.fr

Directrice de la publication et rédactrice en chef
Marina Guérassimova
mguera@fusions-acquisitions.fr

Conseil rédactionnel*
Noël Albertus (PwC),
Olivier Barret (Sycomore CF),
Charles Beigbeder (Audacia),
Marcus Billam (Darrois Villey Maillot Brochier), Jérôme Calvet (Nomura),
Pierre-Yves Chabert (Cleary Gottlieb),
Jean-Baptiste Charlet (Morgan Stanley),
Bernard Cheysson (Cheysson Marchadier & Associés),
Jean-Marc Coly (Amundi Immobilier),
Nicolas Desombre (Citi),
Yann Dever (Ondra Partners),
Christophe Estivin (In Extenso),
Eric Félix-Faure (Oaklins),
Thomas Gaucher (Clearwater Intl),
Stéphane Grandguillaume (3i),
Sophie Javary (BNP Paribas),
Lahlou Khelifi (Alantra),
Fady Lahame (Macquarie Capital),
Bertrand Le Galcher Baron (Invest CF),
Claude Lebescond (CA CIB),
Fanny Letier (Geneo Capital Entrepreneur),
Alexandre Margoline (Permira),
Jérémie Marrache (Goldman Sachs),
Guillaume Mortelier (Bpifrance),
Cyrille Perard (Perella Weinberg Partners),
Hervé Pisani (Freshfields),
Nathalie Police (Bpifrance),
Aline Poncelet (HFW),
Mathieu Remy (Clifford Chance),
Gwénaël de Sagazan (Degroof Petercam),
Hubert Segain (Herbert Smith Freehills), Richard Thil (Rothschild),
David Zeitoun (Unibail)
** Ces personnes sont susceptibles d'être consultées pour donner leur avis, notamment lors des Classements*

Conseiller scientifique
Jean-Pierre Bertrel
Professeur à ESCP Europe,
Président de l'Institut européen des fusions-acquisitions

Direction commerciale
abonnement@fusions-acquisitions.fr

Fusions & Acquisitions©
est une publication bimestrielle
des Éditions Dealflow-Data SAS
au capital de 10.000 €
820 108 793 R.C.S. Evry NAF 58.14Z
Dépôt légal : à parution
Commission paritaire : 0618 T 86113
ISSN 1158-1468

Prix : 160 € TTC

ÉDITORIAL

CRISE DU COVID OU CRISE TOUT COURT ?

par Marina Guérassimova

Pour comprendre où nous allons, il est nécessaire de comprendre d'où nous sommes partis.

De janvier à fin avril 2019, Fusions & Acquisitions Magazine a recensé 530 opérations finalisées (impliquant au moins une société française) dont 151 en janvier, 138 en février, 108 en mars et 133 en avril. Que s'est-il passé durant la même période de 2020 ? Les données sont encore provisoires mais – même en incluant les deals « pending » - le tableau est bien différent. De janvier à fin avril 2020, nous avons enregistré 359 opérations de M&A et de capital-investissement (parmi lesquelles 58 deals « pending »). L'année a commencé avec 118 opérations en janvier (dont 22 « pending »), 107 en février (dont 18 « pending »), 79 en mars (dont 11 « pending ») et 55 seulement en avril (dont 7 « pending »). C'est « normal », me direz-vous, compte tenu du confinement et de l'arrêt partiel de l'activité économique. Vrai. Mais la baisse de l'activité était déjà perceptible avant la crise liée au Covid-19. Les recrutements récents dans les départements Restructuring des cabinets d'avocats et des banques d'affaires représentent, d'ailleurs, une deuxième vague car fin 2019 de nombreuses structures se sont dotées d'équipes spécialisées dans ces métiers. D'autres – déjà présents dans le Distressed – se sont renforcés ...

Le Covid-19, est-il la principale, voire l'unique raison de la crise ou bien est-il venu cristalliser une situation déjà en germe ?

Les professionnels s'interrogent... Le nombre de deals, va-t-il encore se tasser ? Que vont devenir les prix ? Les nombreuses levées de fonds que nous avons connu jusqu'à présent, vont elles se poursuivre ? Que deviendra le LBO ?...

Essayons de rester factuels : en 2019, nous avons recensé – de janvier à fin avril – 227 opérations impliquant les investisseurs financiers. En 2020, ce nombre est de 176 opérations dont 20 deals encore « pending ». Compte tenu du Covid, cette baisse ne semble pas si vertigineuse. Mais qu'en est-il du montant total ? Prenons les montants publics uniquement : nous sommes à près de 13 milliards durant les 4 premiers mois de 2019 et à 7,5 milliards seulement durant la même période de 2020 (deals « pending » y compris). Une baisse de 42% en montant et de 22% en nombre de transactions. Pour autant, les transactions se poursuivent - et ce même pendant le confinement – et ne vont pas s'arrêter car l'argent levé ces dernières années doit être investi. Reviendrons nous un jour à la situation « d'avant » ? Seul l'avenir nous le dira.

Cette crise est une douche froide, une situation sans précédent que ni nous ni même nos ainés n'avons connu par le passé. Bien sûr, l'économie va redémarrer. Mais rien ne sera probablement plus comme avant. Nous devrons sans doute tous chercher une nouvelle façon de travailler, une nouvelle « norme ».